

4 directeurs avec une délégation Snudi FO reçus en audience par l'IEN

Publié, le 27 août 2019

Suite au courrier des directeurs qui revendiquait le maintien d'un directeur dans chaque école sans modification du statut des directeurs en opposition au projet initial de la loi Blanquer, **une délégation de 4 directeurs accompagnée par le SNUDI FO 77 a été reçue le 5 juillet.**

La délégation a présenté les revendications du courrier et les signatures, car même si le terme EPSF est retiré dans la loi, l'article 8 permet les expérimentations diverses et établit une liste de **80 cités éducatives sur le plan national dont une sur notre département sur le "plateau de Corbeil Plein ciel"**. Pour ce quartier à cheval sur les communes de Melun et du MEE, l'IENA nous a indiqué que ce projet s'inscrivait dans la logique de la politique de la ville et avait pour objectif de mettre du lien entre les différents partenaires de l'enfance : Éducation nationale, PMI, CAF, services sociaux, ASE etc...

Le pilotage de ce dispositif n'est pas encore clairement défini, si la municipalité de Melun serait partante, celle du MEE, ne s'est pas encore déterminée... **Le SNUDI FO 77 sera dès la rentrée à la disposition des écoles de ce secteur afin de faire valoir les revendications des enseignants. N'hésitez pas à nous contacter.**

Par ailleurs la délégation a insisté sur la surcharge de travail et le surmenage des directeurs dans leur ensemble, de la petite direction d'école de moins de 3 classes en passant par les écoles rurales plus importantes jusqu'au plus grosses structures en ville et en zone d'éducation prioritaire. **Les directeurs présents ont témoigné de leur amplitude de travail 10 à 12h par jour, de leurs conditions de travail qui s'inscrivent dans l'urgence et souvent sous la pression d'une hiérarchie qui manque de bienveillance.** La multiplication de tâches administratives et la complexification des procédures de passage, des stages de réussites, dossiers d'orientation, équipes éducatives et de suivis, PPMS, DUER etc ...

L'application de la nouvelle circulaire pour la scolarisation obligatoire des enfants de PS qui découle de la loi BLANQUER va alourdir encore considérablement le travail des directeurs, puisque des équipes éducatives sont préconisées en cas de demande d'aménagement du temps de présence à l'école...La délégation a indiqué que la gestion des circonscriptions pouvait être très différentes, ce qui laisse apparaître un manque de cohérence sur l'ensemble du département. Sur certaines circonscriptions des réunions hors temps scolaires systématiquement avec pour certains IENs un comportement harcelant et infantilisant inacceptable, a été relevé. **L'IENA a indiqué qu'elle interviendrait auprès de ces IENs...**

La délégation a dénoncé les problèmes d'organisation des départs en formation pour les directeurs déjà en poste depuis plusieurs années ainsi une directrice s'est vu refuser sa formation alors que l'administration a sollicité des directeurs non volontaires au départ... **L'IENA a assuré qu'elle s'assurerait d'un meilleur fonctionnement pour l'an prochain.**

Diminution du temps de décharge en REP et REP+ le SNUDI FO a dénoncé fortement le caractère profondément injuste de cette décision qui certes est académique, mais inéquitable, puisque d'autres académies comptabilisent les dispositifs comme des classes. Le caractère national est complètement bafoué puisque d'une académie à une autre les fonctionnaires d'État ne sont pas traités de la même façon...

Pourtant ces dispositifs sont bien comptabilisés pour la représentation des parents au conseil

d'école. Par ailleurs ces dédoublements occasionnent une surcharge considérable de travail, ainsi une directrice a dû refaire sa structure pédagogique 3 fois, car le nombre de postes annoncés par l'IEN ne correspondait pas à l'annonce suite au CTSD...

Le problème de locaux à gérer en plus, des répartition des classes... **A ce propos l'IEN a confirmé que lorsque c'était possible des salles de classes séparées étaient préférables au partage d'une même salle ou à la co-intervention...**

Enfin une directrice a dû renoncer au choix de son niveau de classe puisque les EFS ne peuvent prendre en charge ces classes. Ce qui n'est pas acceptable ! Un changement de berceau de stage nous paraissait plus opportun...

Le SNUDI FO 77 avec la délégation a réitéré les revendications d'augmentation de décharge pour tous les directeurs et directrices et la comptabilisation des dispositifs de dédoublement de GS- CP -CE1 et ULIS comme des classes à part entière pour le calcul de la quotité de décharge.

Enfin le rôle essentiel des directeurs dans notre système éducatif a été défendu. Sans une prise en compte des conditions de travail qui se dégradent, notre hiérarchie risque de détruire le pilier qui permet encore avec le conseil des maîtres de fait tenir notre institution. **Une revalorisation, du régime indemnitaire lié à la fonction de direction, semble plus que jamais nécessaire !**

Pour défendre mes droits et garanties statutaires de fonctionnaire d'Etat, je me syndique au SNUDI-FORCE OUVRIERE !